



Vive le PCF (mlm) !

La mise en place et la bolchevisation du Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste

De grandes difficultés à se mettre en place

Un an après la transformation du Parti socialiste SFIO en Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste au congrès de Tours, il y eut un congrès qui se tint à Marseille, du 25 au 29 décembre 1921. Il fut bien moins triomphaliste et constatait un immense travail à mener.

Entre-temps, il y avait eu une modification de son règlement lors d'une assemblée nationale en avril 1921, puis une seconde assemblée nationale en octobre pour le compte-rendu des délégués français au troisième congrès de l'Internationale Communiste.

À ce troisième congrès, la section française ne formait nullement une actualité et il n'en fut parlé qu'en passant. Il était souligné que les Français étaient très en retard, à tous les niveaux, d'où la mansuétude de l'Internationale Communiste à leur égard. Cela provoquait la colère des Italiens d'ailleurs, pour qui il y avait deux poids, deux mesures.

Mais c'est que l'Internationale Communiste a compris que le Parti français avait de gros problèmes de constitution.

Contrairement à ce qui était imaginé lors du congrès de Tours en décembre 1920, les scissionnistes restaient une force de nuisance très puissante. Ils étaient partis avec cinq quotidiens de province sur six, la plupart des élus, des propagandistes, des administrateurs, des archives des fédérations.... Et bien évidemment des caisses des fédérations, tout comme la caisse du Parti (ne laissant que 1 500 francs sur les 60 000).

D'où l'appel au soutien financier publié dans *l'Humanité* :

« Socialistes ! Travailleurs ! Nous faisons appel à vous pour nous aider dans ces circonstances et nous assurer immédiatement, par un don généreux des masses ouvrières, les ressources dont nous aurons besoin pour développer toute notre action.

Que les gros sous des prolétaires remplacent les cotisations des élus traîtres au Parti !

Que la souscription publique, ouverte aujourd'hui par nous, permette à l'enthousiasme des travailleurs pour la IIIe Internationale et la Révolution russe de se manifester avec éclat !

Aux misérables listes sur lesquelles les dissidents épinglent péniblement les noms de quelques individus déserteurs du devoir, il faut que répondent des milliers et des milliers d'hommes sincères qui veulent se serrer autour de notre vieux drapeau rouge, où brillent, depuis notre glorieux Congrès de Tours, les armes de la République des Soviets !

Nous voulons que la souscription qui commence nous apporte une force morale en même temps que l'aide matérielle nécessaire ; nous souhaitons qu'elle nous permette de faire immédiatement le dénombrement des dévouements les plus actifs sur lesquels nous pouvons compter. »

Il s'en fallut même de peu que justement *l'Humanité* ne passe aux mains des scissionnistes. C'est dire l'ampleur des problèmes, largement sous-estimés au congrès de Tours, alors que les scissionnistes s'étaient préparés largement en amont déjà.

Il est vrai que les dirigeants du Parti Communiste (SFIC) avaient de toute façon une démarche absurde. Au lieu de revendiquer l'ensemble des fonds du Parti socialiste SFIO au nom de la continuité, ils prônaient le compromis, en proposant la répartition des fonds selon le nombre des mandats des motions au congrès de Tours ! On était au degré zéro de la combativité.

Ce n'est pas tout : malgré la forte progression des opposants au sein de la CGT, la direction de celle-ci avait réussi à profiter de sa faible majorité en termes de mandats et à provoquer une scission/expulsion, avec en décembre 1921 la formation de la Confédération générale du Travail Unitaire, liée à la SFIC. C'est une défaite en termes de bataille pour la légitimité, puisque le Parti socialiste SFIO « maintenu » peut utiliser cela comme argument en sa faveur.

Et à cela s'ajoute le fait que la CGT-U est également voire surtout impulsée par les syndicalistes révolutionnaires, dont une partie se confond avec le Parti Communiste (SFIC) dans un insupportable mélange des genres.

Ce problème serait à la limite secondaire s'il y avait une réelle direction qui s'était formée à partir de la bataille du congrès de Tours. Ce n'est pas le cas, car la lutte de deux lignes n'a pas été menée en tant que telle, les partisans de l'Internationale Communiste n'ayant cessé de louvoyer, de vouloir convaincre les sociaux-patriotes.

Quel fut le résultat ? La direction du Parti était, en 1921 constituée des éléments suivants.

Ludovic-Oscar Frossard est le secrétaire général, Fernand Lorient est secrétaire international, Antonio Coen est secrétaire adjoint, Marcel Cachin est Directeur de *l'Humanité*. Il y a comme délégués permanents Raoul Verfeuil, Flavien Veyren, Lucie Colliard, Charles-André Julien.

Or, Ludovic-Oscar Frossard démissionne en janvier 1923, pour fonder une Union socialiste communiste et finalement revenir à la SFIO dès 1925. Fernand Lorient cesse toute activité dès 1922 et quitte le Parti en 1926.

Antonio Coen est exclu en 1926 pour appartenance à la franc-maçonnerie et il rejoint la SFIO. Raoul Verfeuil est exclu en 1922, il rejoint l'Union socialiste communiste, puis dès 1924 la SFIO.

Flavien Veyren quitte le Parti en 1923, pour rejoindre l'Union socialiste communiste et finalement la SFIO après 1945. Lucie Colliard est exclue en 1929, elle rejoint le Parti socialiste ouvrier et paysan en 1938, puis la SFIO en 1945. Charles-André Julien quitte le Parti en 1926 et rejoint la SFIO en 1936.

Cela signifie que sur les huit premières figures majeures du Parti Communiste (SFIC), six finissent par rejoindre la SFIO ! Fernand Loriot fréquente de son côté l'ultra-gauche, seul Marcel Cachin restant inébranlable.

Mais Marcel Cachin n'est pas un dirigeant et d'ailleurs il a une tendance au centrisme très marqué, lui qui vient de la droite initialement. En fait, le Parti Communiste (SFIC) n'apparaît pas comme ayant été porté par des cadres ; sa naissance reflète un élan, mais tout l'appareil du Parti a été siphonné par les scissionnistes et il n'y a pas une nouvelle génération prête à en former un nouveau.

Le Parti Communiste (SFIC) apparaît ainsi, en 1921 au congrès de Marseille, comme construit sur des sables mouvants. Il n'a pas de dynamique, alors qu'on aurait pu considérer que sa fondation en aurait formé une. Son nombre de membres a d'ailleurs reculé, passant de 178 787 à 131 476. C'est moins qu'au congrès de Strasbourg de début 1920 (133 227) et c'est en fait une baisse exprimant une véritable tendance, s'étalant sur toute la décennie.

La capitulation face au syndicalisme

Le Parti Communiste (SFIC) a une conception socialiste de son travail, c'est-à-dire qu'étranger à la social-démocratie historique, il n'accorde pas de valeur à la théorie. Aussi met-il en place à sa fondation un « Conseil d'Études Communistes », qui doit être un « Laboratoire du Communisme ».

Il s'agirait de trouver les moyens de faire « passer » dans la vie les principes de la doctrine communiste, en étudiant les ressorts psychologiques et économiques. Une fois cela fait, on saurait comment réorganiser la société de manière adéquate.

C'est là non seulement du socialisme utopique, mais c'est qui plus est ouvertement à l'écart du marxisme, avec une méconnaissance complète de ce qu'est le matérialisme historique. Cela implique de ce fait nécessairement une soumission au syndicalisme révolutionnaire, puisque celui-ci a justement la prétention de former une minorité capable de « réorganiser » l'économie de la même manière, en forçant le cours des choses.

C'est là d'ailleurs une conception mécanique tout à fait en phase avec une lecture française de la réalité comme « mathématique », ordonnée, etc. L'Internationale Communiste va sous-estimer ce vaste problème, typiquement français, où une minorité substitutiste prétend tracer une ligne droite – la grève générale - pour mener des transformations prévues en laboratoire.

Son souci était que sa section française aille aux masses, qu'elle ne forme pas un bloc séparé et autoréférentiel. Si on avait un Parti Communiste en restant à une posture gauchiste, ce serait l'isolement et l'effondrement. Ce fut par exemple le sort du Parti Communiste d'Autriche, le

premier Parti Communiste fondé après Octobre 1917 pourtant, qui ne sortit jamais d'un sectarisme et d'un isolement social pratiquement complet.

Et le souci était donc que le Parti Communiste (SFIC) se maintenait sur la ligne du Parti socialiste SFIO en ce domaine. Le Parti devait promouvoir la révolution politiquement, mettre en place les perspectives, les syndicats se chargeraient du travail concret. Le Parti Communiste (SFIC) ne comptait donc pas du tout partir en guerre avec les syndicalistes révolutionnaires, qui évidemment provoquèrent un scandale lorsque fut fondée l'Internationale Syndicale Rouge qui exigeait la primauté du politique.

Le Parti Communiste (SFIC) recula ouvertement dans sa décision du 22 juillet 1921 :

« Le Comité Directeur, considérant les appréciations contradictoires que suscite dans les milieux syndicalistes la résolution votée à Moscou par l'Internationale des syndicats rouges, rappelle que la position du Parti communiste en France a été définie par la motion de Tours, disant textuellement, en ce qui concerne les rapports du Parti avec les syndicats :

« le Parti groupe les militants de toutes les organisations prolétariennes qui acceptent ses vues théoriques et ses conclusions pratiques. Tous, obéissant à sa discipline, soumis à son contrôle, propagent ses idées dans les milieux où s'exercent leur activité et leur influence.

Et lorsque la majorité, dans ces organisations, est conquise au communisme, il y a entre elles et le Parti coordination d'action et NON ASSUJETTISSEMENT d'une organisation à une autre. »

En réponse aux allégations des dirigeants actuels de la CGT, le Comité directeur fait observer que la motion votée à Moscou, loin d'impliquer une « subordination » quelconque des organisations syndicales à l'organisation politique, se borne à préconiser « un contact étroit et une liaison organique » entre les exécutifs de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale.

Il fait observer, d'autre part, que les social-dissidents, après avoir réclamé pour leur compte une entente permanente et une liaison organique entre syndicats et entre CGT et Parti, sont mal qualifiés pour se poser aujourd'hui en champions de l'Indépendance syndicale dont le Parti communiste n'a pas cessé de proclamer la nécessité en France.

Le Comité directeur affirme une fois de plus sa volonté de ne rien négliger pour réaliser en France, dans le respect de l'autonomie traditionnelle du syndicalisme, l'unité révolutionnaire du front prolétarien. »

De par la force du syndicalisme révolutionnaire en France, ce positionnement était suicidaire pour le Parti Communiste (SFIC). Il fallait assumer le conflit, mais il n'y avait personne pour cela dans ses rangs et encore moins à la direction, de par le regard favorable sur le « tempérament » syndicaliste révolutionnaire.

Ce déficit idéologique très grave apparut pleinement lors de la grande grève des dockers du Havre en août 1922, avec des affrontements très violents et plusieurs morts. Le Parti Communiste (SFIC) resta à l'écart et même ses militants participant aux luttes considèrent que c'était normal, que c'était une question purement syndicale.

Un Parti indiscipliné et éclaté

Comme le syndicalisme révolutionnaire était considéré comme la démarche porteuse, il n'y avait aucune raison pour le Parti Communiste (SFIC) d'accepter ni même de comprendre les exigences de l'Internationale Communiste en ce qui concerne la tactique du « front unique », présentée comme suit dans la Correspondance Internationale, publiée par l'Internationale Communiste :

« On ne peut pas, depuis 1919, compter sur un grand mouvement révolutionnaire en Europe à brève échéance, et la tâche immédiate de l'Internationale Communiste n'est pas l'organisation d'un nouvel assaut contre la société bourgeoise, mais la préparation et l'entraînement des forces qui donneront un jour cet assaut. »

C'est que le Parti français se forme tardivement, on est dans la période de stabilisation relative de la crise générale du capitalisme, principalement en Europe occidentale. Mais les partisans français de la IIIe Internationale considèrent qu'ils n'ont pas signé pour ça, ils veulent être de la vague révolutionnaire considérée comme une sorte de grand soir à grande échelle.

Adeptes du concept de minorité substitutive, le Parti Communiste (SFIC) n'entendait donc certainement pas chercher une unité dans quelque domaine que ce soit. Pour les activistes de la CGT unifiée, le front unique était réalisé justement par la CGT unifiée, tout comme le Parti était le seul front unique dans le domaine politique, puisqu'il avait différentes tendances.

La conférence des secrétaires fédéraux réfuta ainsi l'Internationale Communiste quant à la question du front unique, en janvier 1922, avec le Comité Directeur du Parti expliquant à l'unanimité moins une voix l'impossibilité d'une telle orientation en France.

En avril 1922, le Conseil national tenu à Aubervilliers prit ainsi une résolution par 3 337 mandats contre 627, avec 235 abstentions et 355 absents, affirmant que le Parti récuse la tactique de front unique, au nom de l'esprit dans lequel a été fondée l'Internationale Communiste. Or, c'était impossible puisque c'était le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui décidait, le Parti devant simplement adapter la réalisation de la décision aux conditions concrètes.

Déjà, au congrès de Marseille de décembre 1921, les tenants de la soumission complète à l'Internationale Communiste avaient été mis de côté et avaient démissionné du Comité Directeur. Il s'agit de Fernand Loriot, Amédée Dunois, Albert Treint, Paul Vaillant-Couturier (le premier quittera le Parti, le second et le troisième rejoindront la SFIO en 1927 et 1934 respectivement).

Toutes ces querelles reposaient de fait sur une incapacité à forger une direction, alors qu'il y avait une systématisation sur le plan de l'organisation.

Dès 1921 un immeuble fut acheté par le Parti Communiste (SFIC), au 120 rue La Fayette à Paris, afin de servir comme siège du Parti. La cour intérieure était couverte d'une verrière en forme de cercle, d'où le nom de salle de la Rotonde ; elle pouvait accueillir 200 personnes.

Il y avait une librairie au rez-de-chaussée, deux étages pour héberger des permanents, le Comité Central occupant le troisième étage. Il n'avait fallu que quinze jours pour obtenir la somme nécessaire par souscription.

C'était un premier pas allant dans le sens de la mise en place d'une réelle capacité de centralisation. Le souci était que le socialisme français était entièrement fédéraliste. À cela s'ajoute qu'il insiste sur l'existence du droit de tendance et sur la représentation proportionnelle de ces tendances à tous les niveaux du Parti. Aller dans le sens d'une rupture était très difficile.

On peut comprendre le problème en voyant la presse communiste en 1921. Elle est importante ; on a comme quotidien à Paris *L'Humanité* et *L'Internationale* (sortant le soir), ainsi que le *Journal du Peuple*. On a *Le Populaire de Bourgogne* basé à Dijon, *La Dépêche de l'Aube* basée à Troyes, *La Volkstribune* basée à Metz, *La Neue Welt* basée à Strasbourg, *Habib el Oumma* qui est publié en arabe à Tunis.

On a une presse bi-hebdomadaire avec *Germinal* basé à Belfort et *Le Travailleur* basé à Sens. Et on a une importante presse hebdomadaire : *Le Bulletin Communiste* (Paris), *L'Éclaireur de l'Ain* (Yonnax), *La Lutte Sociale* (Alger), *Le Travail* (Montluçon), *Le Travailleur des Alpes* (Digne), *L'Éclaireur* (Decazeville), *Le Populaire Normand* (Caen), *Le Travailleur Charentais* (Ruelle), *L'Émancipateur* (Bourges), *Le Prolétaire* (Périgueux), *Le Travailleur* (Chartres), *Germinal* (Brest), *L'Ordre Communiste* (Toulouse), *Le Réveil Socialiste* (Nîmes), *Travail* (Bordeaux), *La Voix Socialiste* (Fougères), *Le Réveil* (Tours), *Le Progrès* (Vendôme), *Le Peuple* (Saint-Étienne), *Le Travailleur* (Agen), *L'Anjou Communiste* (Saumur), *L'Égalité* (Chaumont), *Le Socialiste Nivernais* (Nevers), *Le Prolétaire* (Lille), *Le Réveil Social* (Maubeuge), *Le Franc-Parleur* (Beauvais), *Le Communiste du Pas-de-Calais* (Boulogne), *Le Cri du Peuple* (Lyon), *La Voix Paysanne* (Paris), *Le Travailleur Savoyard* (Annecy), *Le Communiste de Normandie* (Rouen), *L'Aube Sociale* (de Seine-et-Oise) (Paris), *Le Semeur* (Chelles), *L'Aube Sociale* (Amiens), *L'Avenir Social* (Tunis), *L'Avenir* (Carpentras), *Le Prolétaire* (La-Roche-sur-Yon), *Le Prolétaire* (Châtellerauld), *L'Émancipation* (Saint-Denis), *L'Éveil Communiste* (Montrouge), *La Butte Rouge* (Paris), *Le Midi Communiste* (Marseille).

Il y a également le bi-mensuel *L'Étincelle*, à Épinal.

En l'absence de centralisation, de formation des cadres, comment faire pour que toute cette presse aille dans le même sens, soit sur les mêmes bases, ne soit pas une source d'éparpillement et même de division ? Le *Journal du Peuple*, quotidien parisien fondé en 1916, était par exemple le bastion de l'aile droite du Parti Communiste (SFIC) et cette situation était un scandale aux yeux de l'Internationale Communiste.

L'exclusion de son responsable était considérée comme fondamentalement nécessaire :

« L'exclusion de [Henri] Fabre et de son journal est une étape de la lutte contre cet esprit de bohème intellectuelle anarcho-journalistique qui, particulièrement en France,

prend successivement toutes les formes, toutes les couleurs de l'anarchisme et de l'opportunisme, et finit inévitablement par un coup de couteau dans le dos de la classe ouvrière. »

Sont également exclus Pierre Brizon tenant le journal *La Vague*, le journaliste Paul-Louis, rédacteur de politique étrangère dans *l'Humanité* travaillant également au *Progrès* de Lyon et à *La France* de Bordeaux.

Subissent le même sort Victor Méric lié à la Ligue des Droits de l'Homme, et en général ceux qui relèvent de la culture radicale républicaine liée à la franc-maçonnerie. Ceux qui en sont membres doivent la quitter avant le premier janvier 1923 et sont écartés des responsabilités pour deux ans, ou bien c'est l'exclusion.

C'en était terminé de la logique la participation individuelle à une sorte d'aventure intellectuelle pour une république sociale. L'Internationale Communiste exigea d'ailleurs que cesse la parution d'articles signés, qui était un prétexte pour faire de la presse des moyens de faire carrière individuellement, d'aller dans le sens de monter des tendances, fractions, etc.

Les intellectuels étaient mis au pas, la culture républicaine – franc-maçonne écrasée : il ne restait plus qu'à prolétarianiser le Parti Communiste SFIC, ce que l'Internationale Communiste réalisa en le restructurant entièrement.

La reprise en main par l'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste prit en mains l'appareil du Parti Communiste, car elle s'aperçut que si le cap de la fondation du Parti était passé, la réorganisation n'avancait pas, alors que la base s'effritait.

Si l'on prend les bastions, la Fédération de la Seine (c'est-à-dire de la région parisienne), la plus importante, avait 21 200 membres en 1920, 15 167 en 1921, 10 000 en 1922. Entre 1921 et 1922, celle du Nord était passée de 11 000 à 8 000, celle du Pas-de-Calais de 6 000 à 3 500.

L'Internationale Communiste fit le ménage au sein de sa section française, en envoyant des ordres, des conseils, du personnel. Lors du troisième congrès du Parti Communiste (SFIC), en janvier 1924 à Lyon, elle envoya un message commençant de la manière suivante, en disant long sur ce qu'il était pensé des années 1921 – 1922 – 1923 (le congrès de Tours ayant eu lieu en décembre 1920) :

« Chers camarades,

C'est la première fois que le P. C. F. réunit son congrès depuis que tous les éléments hostiles au communisme l'ont débarrassé de leur présence.

Le malaise qui s'y est fait sentir pendant plusieurs années était causé — tous aujourd'hui s'en rendent compte — par cette présence d'éléments hétérogènes restés dans le Parti pour en freiner le développement et saboter son action.

L'épuration survenue après le IV^e congrès mondial, la cohésion morale et l'unité qui en résultent donnent au Parti Communiste français la possibilité de remplir sa mission historique.

L'Internationale Communiste qui a suivi avec un intérêt particulier toutes les phases de la crise que vous avez traversée, veut attirer l'attention de votre congrès et de tout le Parti sur quelques questions, qui se posent devant l'Internationale Communiste en général et devant le Parti plus spécialement.

[Suivent des points concernant la situation française surtout : I. — La Révolution sociale au centre de l'Europe, II. — La Situation générale en France, III. — Le Bloc des gauches et le réformisme, IV. — Le Bloc ouvrier et paysan, V. — Parlementarisme réformiste et parlementarisme révolutionnaire, VI. — La conquête des masses, VII. — Les prochaines élections, VIII. — La question de l'antimilitarisme, IX. — La question coloniale, X. — L'animation de la vie Intérieure du parti] »

L'Internationale Communiste réalisa quatre mesures en particulier. Tout d'abord, elle fit en sorte que la discipline soit réelle. Ensuite, elle poussa à la formation d'une véritable direction. Elle ne cessa également de mentionner les décisions politiques n'allant pas, notamment en ce qui concerne le front unique. Enfin, elle procéda à la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprises, une chose ayant sérieusement commencée au tout début de 1925 et terminée en 1926.

Cela coûta cher en termes numériques, car les exigences politiques sont bien plus élevées quand on travaille sur le terrain de l'entreprise par rapport aux réunions de section. La peur de perdre son emploi et la fuite devant les responsabilités fut de règle chez les éléments les plus timorés.

De plus, toute cette pression en faveur de la discipline, de la direction centralisée, d'un appareil de qualité, fut un prétexte pour une double agitation anti « russo-allemande ».

Il y avait des éléments finalement restés sociaux-démocrates dans le fond, qui sortirent pour fonder l'Union fédérative des travailleurs socialistes révolutionnaires en 1922, le Parti communiste unitaire en 1923. Ces deux structures fusionnèrent quasi immédiatement dans une Union socialiste-communiste qui devint en 1927 le Parti socialiste communiste. Lui-même fusionna en 1930 avec le Parti ouvrier et paysan pour fonder le Parti d'unité prolétarienne, qui rejoignit la SFIO en 1937.

On aura compris qu'il s'agissait là d'éléments ayant cherché à semer la confusion, d'abord dans le Parti puis à l'extérieur, avant d'assumer d'être des sociaux-démocrates.

Il y a ensuite un courant porté par Boris Souvarine, d'origine ukrainienne et liaison à Moscou du Parti avec l'Internationale Communiste. Ce courant dénonce le centralisme et développe les thèses de Léon Trotsky, qui n'avait rejoint les bolcheviks qu'en 1917 et critiquait désormais leur « bureaucratisation ». Boris Souvarine fut exclu en 1924 et tenta l'aventure jusqu'en 1934 à travers un « bulletin communiste », une revue dénommée « La Critique sociale », puis un « Cercle communiste démocratique », pour devenir un expert anti-communiste jusqu'à sa mort en 1984.

Ce dernier courant, qui avait pris le dessus sur le premier dans les instances dirigeantes, fut immédiatement liquidé par l'intermédiaire d'Albert Treint et de Suzanne Girault.

Albert Treint et Suzanne Girault

Deux figures sont en première ligne dans la période de reprise en main du Parti Communiste (SFIC) par l'Internationale Communiste. Il y a Suzanne Girault, qui était en Ukraine comme enseignant de français pendant quatorze ans, avant de revenir en France au début des années 1920.

Il y a Albert Treint, né en 1889, qui à la suite du départ de Ludovic-Oscar Frossard en janvier 1923, devient secrétaire général par intérim pendant un an aux côtés de Louis Sellier, ce dernier étant remplacé par le syndicaliste Pierre Semard.

Ces deux derniers étaient des centristes et Albert Treint représentait lui les partisans de la stricte application des exigences de l'Internationale Communiste. Voici ce qu'il écrit dans son article « Lutter sans cesse pour la bolchevisation », dans le numéro de la fin décembre 1924 dans les Cahiers du Bolchevisme :

« La démocratie, y compris le socialisme, passent ouvertement dans le camp du fascisme. Répression des grèves à Douarnenez, campagne de calomnies et de faux contre le Parti communiste, expulsion d'ouvriers étrangers suspects d'être des révolutionnaires, expédition policière contre l'école léniniste de Bobigny, tout cela montre que la démocratie, loin de combattre le fascisme, s'allie avec lui contre le prolétariat et les masses travailleuses (...).

Pour combattre le fascisme, nous devons, non pas traîner le prolétariat à la remorque des chefs du Bloc des Gauches, mais organiser sur des mots d'ordre politiques clairs les masses travailleuses trompées par le Bloc des Gauches autour du prolétariat et de son Parti communiste (...).

Le fédéralisme et l'esprit anarchisant ne s'éliminent pas en quelques semaines par un coup de baguette magique dans un Parti où ils régnèrent souverainement pendant près de vingt années (...).

L'esprit du bolchevisme commence à pénétrer les cerveaux et à produire des actes. Mais le tempérament demeure, chez trop de camarades, anarchisant et fédéraliste.

Il faut un effort constant, une vigilance constante de tout le Parti et de chaque membre pour vaincre les vieilles survivances et pour éviter les rechutes. »

Voici, de la même époque, une Lettre aux membres du Parti Communiste signée par Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Victor Delagarde. Datant de fin novembre 1924, elle dénonce Albert Treint et la bolchevisation menée par l'Internationale Communiste :

« Depuis un an, on agite le spectre d'une droite dans le Parti et dans l'Internationale. On accuse cette droite de nuire, de désagréger, de décomposer le Parti ; on l'accuse d'entraver son travail politique et de susciter des obstacles à sa réorganisation sur la base des cellules d'entreprise.

Nous sommes bien sûrs de ne pas appartenir à la droite du Parti.

Quand Treint publia sa première édition de la géographie des tendances, Monatte lui répliqua avec raison que s'il voulait à tout prix nous classer quelque part il devrait nous loger dans une toute autre tendance, qui s'appellerait, la gauche ouvrière. Dans sa deuxième édition, revue et corrigée, des tendances du Parti, Treint paraissait donner satisfaction à cette juste revendication ; il parlait récemment du « néogauchisme ouvrieriste, teinté de syndicalisme pur », de Monatte.

Nous n'étions toujours pas plus orthodoxes qu'avant ; nous sentions toujours le roussi; mais enfin c'en était fini de l'imbécile qualification de droitiers ; nous étions reconnus et proclamés gauchistes, néogauchistes.

Mais sous la plume et dans la bouche de Treint et de ses amis, les mots changent rapidement de sens. Dès le lendemain, nous redevenions la droite pestiférée. Il suffit sans doute de ne pas bailler d'admiration devant les cabrioles de Treint pour être rangé dans la droite (...).

Qu'il y ait un malaise grave dans l'Internationale, depuis la mort de Lénine et depuis sa retraite forcée par la maladie, c'est un fait trop visible, mais il est bien indépendant de la crise que traverse le Parti français (...).

La réorganisation sur la base des cellules est une œuvre capitale pour le Parti. S'il la réussit, c'est-à-dire s'il sait déterminer les tâches pratiques des cellules, éviter qu'elles tournent à vide et se découragent, il disposera réellement d'une base de granit. Mais le granit pourrait bien se changer en sable mouvant si les cellules, au bout de quelques semaines, n'apercevaient pas le travail qui leur incombe, si on leur refusait, en outre, le droit élémentaire de désigner leur secrétaire et leur délégué de rayon, sans crainte d'un veto d'en haut.

Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti, on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on doit obéir sans comprendre et surtout sans murmurer autre chose que le sacramentel : Capitaine, vous avez raison ! Une mentalité de chambrée se crée et les mœurs de sous-offs s'installent. Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'État français.

On dit que le Parti doit être une cohorte de fer. En réalité, quiconque fait preuve de caractère doit être brisé. »

La Conférence nationale extraordinaire du Parti de début décembre 1924 vota à l'unanimité l'exclusion des auteurs de la lettre. Albert Treint et Suzanne Girault furent ainsi les vecteurs du succès de l'Internationale Communiste face aux anti-centralisateurs, qui convergeaient toujours plus vers Léon Trotsky qui menait une opération du même esprit en Russie.

Cela permit une véritable orientation vers les usines, avec une prolétarianisation générale du Parti par la constitution de cellules d'entreprise. Cela bouscula énormément le Parti socialiste SFIO, notamment avec les « comités d'unité prolétarienne » et le groupe « Clarté », qui visaient l'intégration des ouvriers socialistes.

Il y eut d'ailleurs une série de congrès ouvriers durant l'été 1925, notamment à Paris, Lille, Lyon, Marseille, Bordeaux, Strasbourg et Béziers ; y participèrent 7 230 délégués dont 200 socialistes, 320 syndiqués réformistes, 31 syndiqués autonomes, 1 173 sans-parti et plus de 200 sont des délégués de villages.

En décembre 1923 le Parti Communiste (SFIC) proposa au Parti socialiste SFIO de former un Bloc ouvrier et paysan, ce qui fut refusé (au profit du soutien aux radicaux dans le « Cartel des gauches »). Et pour les municipales de 1925, le Parti Communiste (SFIC) annonça :

« Nous proposerons des listes communes avec des candidats socialistes en posant comme condition de prendre un certain nombre d'engagements comme celui de défendre en toute occasion les revendications les plus immédiates des travailleurs, de mener au sein des municipalités une lutte énergique en organisant au besoin des milices municipales antifascistes. »

On est toutefois là dans la perspective de se présenter comme le plus combatif, le plus activiste ; à l'arrière-plan, il reste un sectarisme terrible, fondé sur un style entre affirmation communiste et esprit syndicaliste révolutionnaire parisien.

Un activisme débridé

Avant la période de « bolchevisation », au milieu des années 1920, le Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste a mené une activité débridée, marquée par de nombreuses répressions et des condamnations à la prison. C'est l'âge d'or du Parti Communiste gauchiste et volontariste formant une image d'Épinal utilisée par la suite pour prétendre que la « bolchevisation » a brisé le Parti qui était auparavant vraiment révolutionnaire, etc.

En réalité, le Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste submergeait ses militants. Ils ne devaient pas que distribuer des tracts, laisser traîner des « papillons », coller des affiches, discuter avec les gens ; il leur fallait également appartenir en même temps au syndicat, à une coopérative, au secours rouge, ainsi qu'à l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC). Cette dernière précision est importante, car le Parti, alors, n'a que 1 % de ses membres qui sont des femmes. On est dans une démarche typique du syndicalisme révolutionnaire, avec son côté vindicatif, rentre-dedans.

C'est pas tout : à chaque niveau est créé une commission ceci, une commission cela, faisant que chaque militant se noie dans les pôles d'intervention, les meilleurs étant en plus engloutis dans les liaisons à réaliser entre les cellules et les « sous-rayons » les chapeautant, entre les « sous-rayons » et les « rayons », entre les rayons et les régions (au nombre de 24), entre les régions et la direction.

Mais il y a surtout la répression. Le patronat licencie, les préfets convoquent, la police perquisitionne, la justice condamne à la prison ferme. La surveillance du Parti communiste français par la direction de la Sûreté nationale du ministère de l'Intérieur sous la IIIe République, ce sera 51 mètres d'archives.

Il y a un isolement qui s'ajoute à cela : en Février 1922 la direction de la CGT provoque la scission et force les communistes à s'unir avec les syndicalistes révolutionnaires, au sein d'une CGT Unitaire.

Un autre isolement est qu'en 1924, le Cartel des Gauches remporte les élections, le Parti socialiste SFIO soutenant un gouvernement composé des Radicaux indépendants, des radicaux-socialistes, des républicains-socialistes et des socialistes indépendants.

Enfin, le nombre de grèves se tasse fortement, dérochant le sol sous les pieds des communistes.

Année	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1919	2 026	2 151 000
1920	1 832	1 317 000
1921	475	405 000
1922	665	290 000
1923	1 068	331 000
1924	1 034	256 000
1925	895	241 000
1926	723	338 000
1927	436	122 000

Mais cette noyade dans la formation de structures et l'isolement social, politique et culturel fit justement du Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste une sorte d'îlot ultra-radical, immédiate. S'il a quasi immédiatement perdu la moitié de ses adhérents en quelques années, c'est secondaire par rapport au fait suivant : l'écrasante majorité des membres du Parti restant étaient en fait des arrivants. Ils sont jeunes et volontaires... mais sans aucune formation.

Leur cible privilégiée est l'armée, avec un énorme travail contre celle-ci, à destination des conscrits, avec notamment les revues *La Caserne*, *Le Conscrit*, *Le Réserviste*. Il y a un certain fond syndicaliste révolutionnaire qui s'exprime dans le style rentre-dedans et on n'est pas nécessairement loin des conceptions de George Sorel.

Cela se voit très bien dans les slogans des pancartes utilisés lors du transfert au Panthéon des cendres de Jean Jaurès, le 23 novembre 1924. Au nombre de 300, ces pancartes accompagnaient 180 drapeaux rouges (sans inscription) dans un cortège communiste de 150 000 personnes.

On y lisait : « Guerre à la guerre par la révolution prolétarienne », « Instituons la dictature du prolétariat », « Aux ligues fascistes, opposons les centurions prolétariennes ».

Il n'y avait pas d'esprit politique, on était dans une affirmation immédiate, rentre-dedans et sans réflexion sur les modalités concrètes de réalisation des objectifs.

De toute façon, en 1924 le Parti expliqua dans l'*Humanité* qu'il ne publiera pas le *Capital* de Karl Marx, car cela coûterait trop cher ! Cela en dit long sur le grand n'importe quoi régnant ; aux yeux

de Zinoviev, qui alors dirige l'Internationale Communiste, le Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste c'est :

« 20% de jaoussisme, 10% de marxisme, 20% de léninisme, 20% de trotskysme, 30% de confusionnisme »

Toutefois, ce n'importe quoi laisse libre-cours à des interventions d'autant plus rentre-dedans, conflictuelles, oscillant des choses sans lendemain et des marqueurs très forts. En 1923, lorsque la France et la Belgique occupent la Ruhr, une région allemande ouvrière, afin de forcer l'Allemagne à payer les indemnités de guerre qu'elle remettait en cause, il y a un grand activisme, avec notamment des manifestations illégales de 2 à 3 000 membres du Parti à Paris.

Pareillement, lorsqu'au Maroc, Abd el-Krim proclame en 1921 la République du Rif en triomphant de l'Espagne, le gouvernement Poincaré intervient pour aider celle-ci, ce qui aboutit à une « pacification » française en 1924-1925 ; cela est marqué par une mobilisation générale du Parti Communiste (SFIC), avec une très grande agitation confrontée à une répression sévère.

Voici le texte d'un télégramme de septembre 1924 à ce sujet :

« Groupe parlementaire, Comité directeur du PC et Comité national des J.C. saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd-El-Krim.

Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial. »

Voici l'appel à une grève pour le 12 octobre 1925, qui fut un immense succès avec 900 000 grévistes, avec notamment pratiquement tout le bâtiment ainsi que souvent la majorité des mineurs :

« Travailleurs et travailleuses L'Heure de la démonstration prolétarienne a sonné. Lundi 12 octobre, vous cesserez le travail pour 24 heures. Désertez en masse votre travail, manifestez avec le comité central d'action. A bas la guerre ! Vive la grève générale de 24 heures ! »

La répression s'abattit au total sur 274 communistes (120 années de prison au total), alors qu'un ouvrier communiste, André Sabatier, fut tué dans son usine à Puteaux, en région parisienne, son enterrement rassemblant 100 000 personnes.

C'est que la région parisienne est le terrain privilégié du Parti. Comme auparavant pour le Parti socialiste SFIO, celle-ci est le bastion, avec le Nord. Ces deux sections sont de loin les plus nombreuses, avec en 1925 16 674 membres en région parisienne et 9440 dans le Nord (suit la région de Lyon avec 4215 membres).

Aux élections de 1924, sur 877 000 voix, 300 000 viennent de la région parisienne. C'est le terreau de l'activisme, du style. C'est l'endroit où les communistes ont une densité suffisante pour former un monde parallèle.

Un événement significatif est l'opération contre une réunion électorale dans le 18^e arrondissement parisien du conservateur Raoul Sabatier ayant les Jeunesses patriotes comme service d'ordre, en avril 1925. Le Parti Communiste (SFIC) mobilisa ses groupes de combat de la région de Boulogne pour la briser. Cela termina en bagarre et en tirs au pistolet rue Damrémont, quatre fascistes étant tués.

La pression sur le Parti fut alors immense, dans un contexte émaillé de violence. Lors de la grève très suivie nationalement des sardinières de Douarnenez de novembre 1924 – janvier 1925, le maire communiste de la ville se fit tirer dessus par les briseurs de grève, il est démis à un moment de ses fonctions. En février 1925, dans le cadre d'une réunion publique du général catholique Édouard de Castelnau, deux membres de la Fédération nationale catholique sont tués lors de l'intervention communiste.

En janvier 1924, un meeting communiste rue de la Grange-aux-Belles à Paris fut perturbé par les anarchistes et cela termina à coups de pistolet, faisant deux morts.

Il ne faut cependant pas croire que le Parti opère comme en Allemagne. On est dans une sorte de spontanéisme teinté de volontarisme. Lors de la mise en place par l'ARAC des Groupes de défense antifasciste au début de 1926, avec un uniforme, un béret et une canne pour ses membres, l'écho est très restreint, tout comme pour les Jeunes gardes antifascistes formés par les Jeunesses Communistes. Un Front rouge est formé en 1927 avec ces structures et les services d'ordre, mais pareillement sans effet.

Les membres du Parti Communiste (SFIC) ne supportent en effet pas le style paramilitaire, les uniformes ; le style est celui de l'ouvrier chahuteur parisien, aisément turbulent. On est très clairement ici encore dans le style syndicaliste révolutionnaire culturellement.

La question du centralisme démocratique

La victoire sur le confusionnisme de la première partie des années 1920 fut une étape essentielle ; on peut considérer que c'est à partir de 1925 que l'Internationale Communiste commence à prendre véritablement au sérieux sa section française.

Le souci, c'est que la bolchevisation ne s'appuyait pas sur un niveau idéologique suffisant dans le Parti Communiste Section Française de l'Internationale Communiste. Installer le centralisme démocratique est une chose, mais faire en sorte qu'il y ait une démocratie vivante et une interaction dialectique avec la direction en est une autre.

En clair, les militants ne savaient pas comment aborder les questions sociales, politiques, économiques, pour ne pas parler de celles idéologiques et culturelles. Le Parti Communiste (SFIC) dispose depuis novembre 1924 d'un organe théorique, *Les cahiers du bolchevisme*, mais ceux-ci ne sont guère lus et encore moins compris ; en 1926, il tire à 5 000 exemplaires, alors qu'il y a autour de 55 000 membres.

Les communistes savent militer, savent pratiquer l'activisme et en parler ; ils ne savent pas poser les choses. Ce qui en découle est, fatalement, une direction s'arrogeant tous les droits et produisant au

minimum une impression d'arbitraire, sans parler des véritables arbitraires d'une gestion par en haut unilatérale et sans explication aucune.

Les questions étaient réglées tendanciellement par circulaires d'ailleurs multipliées, les décisions d'en haut étaient exigées formellement et lorsqu'elles étaient appliquées, c'était mécaniquement, la direction ne répondait pas ou très tardivement aux questions ; les circulaires n'arrivent qu'au niveau sous la direction, celle des régions, ou bien en-dessous, dans les « rayons », mais ne parviennent pas forcément juste en-dessous aux cellules, etc.

Le problème de fond c'est que le bolchevisme avait été compris comme une machinerie efficace pour l'activisme. Une fois « bolchevisés », les communistes conservent cette optique mécanique et ils sont de fait désorientés. Ne sachant pas poser les problèmes, ils s'étripent sur telle ou telle expérience, forment des fractions ou des coteries, bref se montent la tête sur telle ou telle question, formant une spirale de rancœur et de reproches.

Concrètement, la direction se cantonne dans le Bureau Politique et met de côté le reste du Comité Central, au motif qu'il le représenterait, qu'il est sa forme centralisée. Il prend des décisions toujours plus décalées d'une base qu'il ne connaît pas par l'absence d'un appareil réellement opérationnel à tous les niveaux. Cet appareil ne peut pas être formé, car la base est passive et rétive à la direction.

Un courant oppositionnel tenta de profiter du désarroi causé par la bolchevisation ; les lettres dénonçant la bolchevisation se multiplient, dont une lettre ouverte à l'Internationale Communiste signée par 250 membres du Parti en octobre 1925.

On y lit dans cette lettre ce qui forme l'approche commune à tous les opposants à la bolchevisation :

« Afin de rompre complètement avec les méthodes d'organisation et d'action de la social-démocratie, le 5^e Congrès mondial, voulant hâter la « bolchevisation » du Parti, a décidé sa reconstruction sur la base des cellules d'usine. Nos délégués ont accepté sans discussion le nouveau mot d'ordre.

Ils sentaient là, en effet, l'occasion de masquer leur incapacité et d'asseoir, à la faveur du désarroi qui accompagne toujours les brusques changements, leur dictature personnelle.

Dès leur retour en France, ils se mirent en devoir de « bolcheviser » le Parti. S'ils n'avaient pas méconnu les conditions politiques et sociales de ce pays, ils eussent procédé à la réorganisation par étapes.

Or, ils opérèrent avec une aveugle brutalité. Toute la vieille armature fut pulvérisée en un tournemain, sans souci de la diversité des milieux ni des possibilités de réussite.

Naturellement, nos « bolchevisateurs » proclamèrent que tout se passait pour le mieux du monde, que le seul fait de la création des cellules et des rayons avait attiré au Parti des éléments ouvriers jusqu'alors réfractaires, et que, seuls, les contempteurs intéressés du nouveau cours pouvaient nier les bienfaits de la nouvelle organisation (...).

La vérité saute aux yeux. Les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti. Affirmer le contraire, c'est méconnaître l'économie générale du pays et l'organisation des grands États capitalistes modernes, c'est se leurrer sur le rapport des forces sociales en présence, c'est entraîner le Parti vers sa liquidation rapide et totale (...).

Pour sauver le Parti, il faut renoncer délibérément aux méthodes employées depuis un an. Le Comité Central propose, outre le développement de l'appareil, la création de « cellules de rues » et de « sous-rayons ». Au diable toutes ces complications ! »

Or, il était inadmissible pour l'Internationale Communiste de remettre en cause la bolchevisation et ses cellules d'entreprise ; revenir à une logique de regroupement territorial c'était pour elle revenir à la social-démocratie et empêcher une ligne de combat.

Cela sous-entendait d'ailleurs le retour aux tendances comme dans la SFIO, avec une représentation proportionnelle. L'auteur de la lettre, Maurice Gauthier, expliquera au cinquième congrès du Parti Communiste SFIC, qui se tint à Lille en 1926, que :

« Un parti qui n'a pas d'opinions, qui n'a pas de tendances, est un parti qui meurt. Cela s'impose donc dans un parti. »

Il va de soi que c'était inacceptable ; Maurice Gauthier se fera exclure en 1929 et rejoindra en 1930 le Parti ouvrier paysan qui deviendra le Parti d'unité prolétarienne, puis avec la majorité de celui-ci le Parti socialiste SFIO en 1937.

Il apparaissait en tout cas qu'Albert Treint et Suzanne Girault avaient été de bons vecteurs pour faire passer le Parti à la bolchevisation, mais qu'ils n'étaient pas à la hauteur pour la réaliser en tant que tel. Ils avaient été un marche-pied mais leur vision par en haut ne permettait pas de modifier la réalité du Parti.

Ils furent écartés, la session du Comité Central élargi aux secrétaires de région de début décembre 1925 révélant les importants mécontentements quant à la gestion du Parti. Pierre Semard présent à la direction depuis 1924 servit alors de cheville ouvrière à partir du tout début de l'année 1926, alors qu'était nommé secrétaire à l'organisation, en février 1926, Maurice Thorez.